

mins de fer, de prendre possession de ce chemin de fer Lotbinière et Mégantic, je ne trouve pas que nous ayons raison d'en prendre possession aujourd'hui, quand le peuple du pays est chargé de si lourds impôts. En raison de la guerre, le ministre des Finances a été obligé d'imposer la taxe directe pour aider à payer les dépenses de la guerre. Il a fait payer au peuple du pays 1 sou de plus sur chaque lettre et 2 sous sur chaque chèque et plusieurs autres impôts, du même genre. Le peuple paiera de bonne grâce ces taxes, s'il croit que l'argent sera employé pour payer les dettes dont il est chargé pour poursuivre la guerre; mais je doute fort que le peuple comprenne qu'il doit payer ces taxes, si le gouvernement emploie cet argent à acheter de pareils chemins de fer, qui ne donnent pas de recettes, qui ne donnent aucun revenu quelconque. Il s'écoulera plusieurs années avant qu'ils puissent donner des revenus pour payer l'intérêt sur l'argent qui a été dépensé pour les construire. Il y a quelques jours, il y a eu dans un autre endroit une discussion sur la question de savoir si le gouvernement devait prendre possession de tous les chemins de fer du pays et les nationaliser. Si le gouvernement est appelé à prendre possession de ces chemins de fer et payer pour les avoir plus qu'un homme d'affaires paierait, ce serait, à mon avis, une des plus fortes raisons contre la nationalisation des chemins de fer du pays. Le peuple considérera que le gouvernement en ce moment devrait faire tout en son pouvoir pour conserver les ressources du pays et empêcher le peuple de perdre son argent; mais, pendant que les membres du gouvernement ont dit d'une extrémité à l'autre du pays qu'il doit économiser de toute manière, il donne le plus mauvais exemple possible à ce point de vue là en proposant d'acheter des chemins de fer de ce genre pour les transférer à l'Intercolonial et au Transcontinental. Les honorables sénateurs ont eu peu de temps pour étudier le présent bill. Je crois que, lorsqu'ils l'auront étudié, ils comprendront qu'ils ont tort d'imposer au pays un fardeau comme celui que le bill tend à lui demander de porter. La dette du pays augmente énormément pour chaque exercice financier, et, en même temps, la population, je regrette de le dire, n'augmente pas aussi rapidement qu'elle augmentait il y a quelques années. Avec une population qui s'accroît lentement, nous aurons à payer, pour couvrir l'intérêt des emprunts que nous avons faits, une somme comme le pays n'en a pas connu de semblable, et le peuple va se trouver écrasé par les impôts dont il ne pourra se libérer

d'ici à plusieurs années. L'autre jour, le ministre du Revenu de l'intérieur a jugé à propos d'imposer une taxe sur toutes les entreprises du pays. Il prélèvera 25 pour 100 des profits des compagnies après qu'elles auront payé des dividendes de 10 pour 100, pour aider à fournir l'argent nécessaire à la continuation de la guerre, et cependant le gouvernement nous demande d'adopter un bill devant lui permettre de faire une dépense qui absorbera, au moins, un tiers, sinon plus, du produit de la taxe. Voilà les raisons pour lesquelles cette Chambre aurait tort d'adopter le présent bill. Je propose donc, secondé par l'honorable M. Watson, que ce bill ne soit pas lu à présent mais qu'il soit lu d'hui à six mois.

L'honorable M. DANDURAND: Si je me laissais dominer par mes préjugés, je ne pourrais guère résister à la tentation de voter le rejet de ce projet de loi. Mais le devoir du législateur est de se dépouiller de toute passion pour ne voir que l'intérêt public. La proposition que nous soumet le gouvernement n'affecte, en vérité, aucun principe important. Le ministère nous demande l'autorisation d'acheter trois petits chemins de fer, appartenant à des sociétés distinctes, mais dont tout le capital actions est détenu par le Quebec Railway, Light, Heat and Power Coy. Le montant en jeu n'est pas très considérable et il paraîtrait assez minime si le pays n'avait besoin dans le moment de toutes ses ressources pour faire face aux exigences multiples qui naissent de la guerre.

Laissant pour le moment de côté cette question d'opportunité et n'examinant que le mérite de la proposition qui nous est faite, il me semble que la solution en serait facile si la construction du chemin de fer Québec et Saguenay ne nous rappelait une histoire lamentable et humiliante pour le pays tout entier. Voici en peu de mots ce qui s'est passé: Le Quebec Railway, Light, Heat and Power Coy s'est organisé dans le but d'acheter ou de contrôler les compagnies de tramways, de lumière et de pouvoir de la ville de Québec. Elle fit une large émission d'actions ordinaires qui n'apportèrent aucun capital réel à la compagnie, et qui ne représentaient dans les mains de leurs détenteurs que des espérances pour un avenir plus ou moins lointain. Cette compagnie était à peine organisée qu'elle déclarait un dividende sur ces actions. Ceux-là qui ont étudié ces opérations d'un peu près affirment que cette compagnie n'avait pas gagné ce dividende. Ces actions furent malheureusement placées sur le marché français. Elles y trouvèrent facilement